

# POURQUOI MÉDECINS DU MONDE ? POURQUOI LA TURQUIE ?

---

**Bernard GRANJON\***

## POURQUOI MÉDECINS DU MONDE ?

**D**e Dunkerque à Sangatte, dans le nord de la France, en passant par Calais, la température était glaciale, en ce dernier jour d'hiver. Un vent mauvais s'était levé, qui accentuait encore cette sensation de froid en transperçant impitoyablement l'épaisseur de nos vêtements. Un temps à ne pas mettre un chien dehors. Pourtant, ce soir-là, comme les précédents et comme ceux qui allaient suivre, quelques centaines de migrants animés par le fol espoir de rejoindre l'Angleterre, s'apprêtaient à passer une nouvelle nuit dehors. En guise de protection, rien d'autre que d'improbables bâches en

plastique et quelques sacs de couchage fournis par Médecins du Monde, miraculeusement soustraits à l'acharnement d'une police aux ordres. Il en est ainsi depuis la disparition du Centre de Sangatte autrefois ouvert par la Croix-Rouge et fermé autoritairement, il y a 10 ans, par décision gouvernementale : 900 migrants abandonnés en permanence au dénuement de la « jungle », comme ils l'ont eux-mêmes dénommée ! Depuis, pour toutes ces populations errantes, majoritairement afghanes et kurdes, s'est engagée une partie de cache-cache avec les forces de l'ordre venues les arrêter et les dépouiller du peu qu'ils possédaient encore, dissuasion oblige ! Pour nos équipes de Médecins du Monde, c'est une lutte désespérante et vaine face à une réalité cruelle et déprimante, sous la menace d'inculpations d'aide à des réfugiés en situations irrégulières. Et l'avènement en France d'un gouvernement de gauche n'a malheureusement rien changé à cette situation lamentable, même si le délit d'assistance à ces migrants vient d'être abrogé. Pourtant, la plupart de ces hommes, parfois même de ces femmes et de ces enfants, chassés de leur pays par une existence et des perspectives d'avenir devenues insupportables, ont bravé mille dangers, affronté mille morts, pour arriver en ce lieu déshérité, aux confins d'un espoir déçu. De cette indignation allait naître une prise de position, validée en assemblée générale et connue à Médecins du Monde sous le label de « charte de Dunkerque ». Dans le sud de la France, à Marseille, dans l'un des Centres d'accueil, de soins et d'orientation (Caso) ouvert par notre association dans une vingtaine de villes de France se presse tous les matins une cinquantaine de personnes venues chercher un accès gratuit aux soins et un peu de réconfort à leur désespérance. Ils ne cessent d'affluer et, à midi, les portes doivent se fermer même si la totalité des demandes n'a pu être satisfaite. Au-delà de l'aide médicale et sociale apportée journalièrement à un nombre toujours insuffisant de réfugiés, le but n'est-il pas aussi de dénoncer une situation intolérable et de mettre les pouvoirs publics face à leurs responsabilités ? C'est ce que nous avons fait à de nombreuses reprises, non sans quelques succès, depuis le début de la « Mission France », il y a plus d'un quart de siècle. Les personnes venues consulter étaient alors

essentiellement d'origine métropolitaine. Aujourd'hui, pour l'immense majorité d'entre elles, ce sont des demandeurs d'asile, bien souvent en situations irrégulières, après avoir été déboutées par les autorités, à moins que l'extrême difficulté des démarches à accomplir pour obtenir une prise en charge ne les ait d'emblée rebutées à s'engager dans un parcours de combattant perdu d'avance. Faute de soins accessibles et bien souvent de logements, d'environnement familial et de moyens de subsistance, dans un pays dont ils ne connaissent ni la culture ni la langue, la situation de ces migrants est d'une précarité qui confine au complet dénuement.

Dans les mêmes locaux marseillais que ceux de Médecins du Monde, l'association Osiris s'efforce d'apporter son soutien thérapeutique aux victimes de tortures et de violences politiques qui nous sont adressées par diverses associations d'accueil aux migrants. Les séquelles laissées par ces exactions, essentiellement d'ordre psychologique, nécessitent plusieurs mois, parfois même plusieurs années, de prise en charge par une équipe de psychologues et de psychiatres spécialisés dans la prise en charge des victimes de la violence. Un physiothérapeute aide certains de ces patients meurtris et souillés dans leur intégrité physique, à se réconcilier avec leur propre corps. Tous ces migrants ne doivent pas être considérés comme des malades mentaux. Ils expriment seulement les symptômes réactionnels d'une souffrance post-traumatique. Aucune autre structure comparable n'existe dans le sud de la France, et il faut aller jusqu'à Lyon ou Bordeaux pour en trouver l'équivalent. Pourtant, ces personnes viennent de tous les coins du monde avec une prédominance pour les pays d'Europe centrale, l'Iran, l'Afghanistan, mais aussi la République du Congo et les pays du Maghreb. Malgré nos efforts, les délais d'attente sont en moyenne d'un an ! Là encore, il nous faut résister à la tentation de consulter toujours davantage pour préserver un accueil de qualité et laisser le temps à un travail de réflexion et de mise en réseau avec

---

\* *Médecin et responsable de la mission Turquie de Médecins du monde.*

d'autres associations complémentaires. Il nous faut de surcroît assumer les activités de formation qui visent à transmettre à d'autres équipes les compétences que nous avons acquises et avoir le temps d'élaborer un plaidoyer dénonçant, arguments à l'appui, une situation devenue chaque jour plus révoltante.

Tout ceci pour expliquer que notre fréquentation des migrants sur le sol français ne date pas d'hier, pas davantage que notre familiarité avec un certain nombre des déterminants de leur détresse : la constatation de leur état de plus en plus misérable, l'incompréhension dont ils font souvent l'objet dans l'opinion publique, l'incurie des pouvoirs responsables, leurs difficultés d'accès à des soins adaptés et à un état de vie décent. Se rajoute à toutes ces raisons notre certitude, quotidiennement vérifiée, que leur nombre va aller en augmentant avec la multiplication des conflits armés, l'accentuation de la crise économique, et l'avènement des facteurs environnementaux. Pourtant, nous savons bien que nos pays riches n'accueillent qu'une infime partie de ces migrants, qui se déplacent pour la plupart dans un autre pays pauvre, contigu du leur, voire même dans une autre région de leur propre pays.

## POURQUOI LA TURQUIE ?

Les raisons sont multiples de notre présence en Turquie. Déjà, il y a une trentaine d'années, nous traversions le pays pour gagner les montagnes du Kurdistan irakien isolé par la guerre, apportant une aide médicale à leurs populations délaissées. C'est également en Turquie que nous les avons retrouvées à la frontière turco-irakienne, en 1991, au lendemain de la deuxième guerre du Golfe. Comme c'est souvent le cas dans les engagements humanitaires, le hasard, en l'occurrence celui d'une fête de Newroz (la grande fête identitaire kurde survenant chaque année le jour du printemps) devait nous ramener en Turquie et induire dans ses suites un certain

nombre d'actions fort diverses. Leur dénominateur commun : nous amener à développer de nombreux liens dans les milieux associatifs, universitaires, journalistiques et, à travers notre connaissance du terrain, prendre toute la mesure de la souffrance des hommes. Parmi ceux-ci, les migrants nous sont apparus au nombre des plus démunis et abandonnés, tout particulièrement en ce qui concerne leur prise en charge médicale. Cette situation, nous n'avons fait jusque-là que l'entrevoir sans en mesurer l'exacte dimension – bien souvent dramatique. Ce dénuement est venu réactiver l'intérêt que nous leur portions déjà sur le sol français et nous donner l'idée de les suivre au plan sanitaire tout au long de leurs parcours migratoires. Pour une telle étude, la Turquie constitue un modèle privilégié, dans la mesure où elle représente un vaste couloir dans lequel s'engouffrent plus de 80 % des populations qui cherchent à gagner l'Europe. Bien peu d'entre elles envisagent de s'installer durablement en Turquie, et quand elles le font, ce n'est que de façon provisoire et forcée. En provenance des pays avoisinants, Syrie, Irak, Iran, ou de plus loin : Afghanistan, Pakistan, République Démocratique du Congo, pays de l'Afrique subsaharienne, pays du Maghreb... Les restrictions drastiques survenues ces dernières années sur les parcours jusque-là privilégiés (Gibraltar, Italie, Malte) ont transformé ce vaste pays, aux frontières très poreuses, en un véritable marchepied de l'Europe. Pourtant, les conditions d'accueil des réfugiés en Grèce sont à ce point mauvaises que des passeurs sont maintenant sollicités pour rebrousser chemin et raccompagner ces réfugiés en Turquie. Certes, les conditions y sont bien loin d'être idéales, mais parfois préférables à celles de leur accueil en Grèce où les étrangers, la crise aidant, sont de plus en plus victimes d'ostracisme. Les centres de rétention y sont encombrés, au-delà du tolérable, par des migrants dont plus personne ne veut. Chaque fois qu'une voie de passage se ferme ou se contracte, le flux des migrants, à l'instar d'un cours d'eau, contourne l'obstacle et inaugure d'autres trajets. La Bulgarie est devenue un recours de plus en plus adopté. Chaque jour se vérifie l'impossibilité de fermer les frontières lorsque, poussés par une nécessité politique, économique, environnementale et souvent les

deux ou les trois à la fois, ces réfugiés sentent l'obligation de gagner ce qu'ils perçoivent sinon comme un eldorado du moins comme un espace où loger leurs rêves. Mais que de vies perdues, que d'argent dépensé, pour tenter de s'opposer à cette migration en vertu de raisons certainement égoïstes, mais probablement tout aussi irrationnelles qu'inutiles !

Retrouvons la Turquie et ses migrants, pour la plupart en transit. Contrairement à ce que nous observons en France et dans la plupart des pays européens, dans ce grand pays de 72 millions d'habitants, en pleine expansion économique, ils ne sont pas pour l'instant considérés comme un problème très préoccupant. Ne constituent-ils pas une main-d'œuvre bon marché, pouvant échapper à toute prise en charge sociale et médicale, corvéable et licenciable à merci ? Pourtant, toutes ces possibilités que leur ménage aujourd'hui un ultralibéralisme sauvage, et qui profitent aux plus débrouillards, pourraient bientôt se rétrécir en raison de la diminution de la croissance (3 % prévus en 2013 pour près de 8 % en 2012), de l'augmentation du chômage et des accords de réadmission signés sous contrainte européenne. Le risque deviendrait grand d'exacerber alors les réactions de rejet cheminant à bas bruit dans la société civile. Déjà, dès leur entrée dans le territoire turc, leur implantation s'effectue de façon autoritaire, leur habitat demeure des plus précaires, leurs conditions de vie sont bien souvent misérables, leur insécurité permanente, leur accès aux soins difficile ou inexistant. Pourtant, le pays dispose d'une infrastructure médicale que beaucoup lui envieraient, la loi prévoit un droit à la santé largement ouvert aux populations vivant sur son sol, en particulier pour tous les mineurs, en vertu de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant que le pays a signée et ratifiée. Mais en Turquie comme dans beaucoup d'autres pays, à commencer par le nôtre, il existe un gouffre entre la générosité des textes et la parcimonie de leur application. Car si tout un chacun peut théoriquement accéder à des soins de qualité, c'est à la condition d'en acquitter le prix toujours élevé, parfois même plus encore que pour les citoyens turcs, donc généralement inaccessible. Encore faut-il que le migrant ait régularisé sa situation, ce que beaucoup ne font pas, rebu-





tés par la complexité des démarches et la peur des forces de l'ordre. De toute façon, le gouvernement turc n'est guère enclin à payer des soins de santé pour une population en transit, préférant en laisser le soin aux pays d'accueil qui, dans la plupart des cas, ne seront pas beaucoup plus efficaces !

Notre objectif est de nous servir de l'expertise acquise pour faire connaître une situation, construire un plaidoyer, et de suggérer aux pouvoirs publics, dont c'est la responsabilité, quelques mesures pour l'améliorer. Cet objectif débordant largement les frontières de la Turquie, il nous a semblé plus pertinent de suivre les migrants tout au long de leur parcours, c'est-à-dire en amont et en aval de leur présence en Turquie. En amont, dans leurs pays de départ : il se trouve que Médecins du Monde a ouvert des missions au Mali et en Algérie où un travail similaire a déjà débuté. D'autres vont suivre incessamment. En aval : dans les observatoires que nous avons ouverts en France, et dans les principaux pays européens, il sera possible de suivre les réfugiés dans l'achèvement de leur parcours. L'objectif est vaste et ambitieux – sans doute ne parviendrons-nous qu'en partie à l'atteindre. Nous avons déjà commencé à nous saisir de plusieurs tribunes nationales et internationales pour faire connaître nos analyses et dégager quelques propositions. Surtout, nous nous sommes attachés à partager avec ceux qui nous entourent notre révolte face à une situation dont nous mesurons chaque jour davantage la dimension planétaire et l'inscription dans la durée. Notre devoir n'est-il pas de dénoncer ces politiques irresponsables, absurdes et démissionnaires, la dimension inhumaine et révoltante de cette non-assistance à collectivités en danger, ce véritable crime contre l'humanité, dont notre génération et celles qui suivront devront un jour rendre compte ?